

DGM

N° 107/CA du Répertoire

N°s 2013-61/CA et 2013-62/CA du Greffe

Arrêt du 12 septembre 2013

AFFAIRE :

- 1°)- Association Nationale des Entreprises de Construction des Travaux Publics et des Activités Connexes (ANECA)**
- 2°)- Le Groupement des Entreprises Commerciales et Industrielles du Bénin (GECIB)**

C/

- 1°)-Le Président et les membres de la commission électorale consulaire**
- 2°)- Le Ministre de l'Industrie, du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises**

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 27 mai 2013, enregistrée à la Chambre administrative de la Cour le 28 mai 2013 sous le n°501/CS/CA/S, par laquelle, l'Association Nationale des Entreprises de Construction des Travaux Publics et des Activités Connexes (ANECA), agissant aux poursuites et diligences de son Président, Monsieur Serge Maurice SOGBOSSI, demeurant et domicilié ès qualité audit siège, ayant pour Conseil, Maître Charles BADOU, Avocat à la Cour, a saisi la Chambre administrative de la Cour afin qu'il soit prononcé en procédure d'urgence, des astreintes aux fins d'assurer l'exécution de l'arrêt n°34/CA du 10 avril 2013 rendu par la Cour suprême.

Vu la seconde requête en date à Cotonou du 27 mai 2013 enregistrée à la même chambre, à la même date sous le



n°500/CS/CA/S, par laquelle, le Groupement des Entreprises Commerciales et Industrielles du Bénin (GECIB), agissant aux poursuites et diligences de son Président, Monsieur Patrice CATHARIA, demeurant et domicilié ès qualité audit siège, ayant pour Conseil, maître Charles BADOU, Avocat à la Cour, a également saisi la chambre administrative de la Cour aux mêmes fins.

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007, portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Oùï le Conseiller Victor D. ADOSSOU en son rapport ;

Oui l'Avocat Général Raoul Hector OUENDO en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

En la forme

Considérant que par correspondances n°s 1764 & 1765/GCS du 19 juin 2013, la requête afin qu'il soit prononcé en procédure de référé, des astreintes aux fins d'assurer l'exécution de l'arrêt n°34/CA en date du 10 avril 2013 et les pièces y annexées du Conseil des requérants, ont été communiquées à madame la ministre en charge du

[Signature]

[Signature]

commerce pour ses observations en cinq (05) exemplaires sous quarante huit heures.

Considérant que par correspondances n°s 1766 & 1767/GCS du 19 juin 2013, la requête afin qu'il soit prononcé en procédure de référé des astreintes aux fins d'assurer l'exécution de l'arrêt n°34/CA en date du 10 avril 2013 et les pièces y annexées du Conseil des requérants, ont été communiquées à monsieur le Président de la Commission Electorale Consulaire (CEC) de la Chambre du Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) pour ses observations en cinq (05) exemplaires sous quarante huit heures.

Considérant que par lettre n°0012/CEC-CCIB/SP du 24 juin 2013, la Commission Electorale Consulaire de la Chambre du Commerce et d'Industrie du Bénin (CEC-CCIB) à travers son Président, a transmis à la Cour, ses observations.

Considérant que par exploit d'huissier de maître Monique KOTCHOFA FAIHUN portant notification de mémoire en défense et de pièces en date du 24 juin 2013, la Commission Electorale Consulaire de la Chambre du Commerce et d'Industrie du Bénin (CEC-CCIB) et madame la ministre de l'industrie, du commerce, des petites et moyennes entreprises ayant pour Conseil, maître Filbert T. BEHANZIN, ont produit leur mémoire en défense, ensemble les pièces.

Que par ledit mémoire, les défenderesses soulèvent d'abord, le défaut de qualité des requérants, ensuite elles sollicitent de la Cour, le constat du respect par les membres de la CEC-CCIB, et le ministre de tutelle, de toutes les dispositions de l'arrêt n°34/CA du 10 avril 2013 et estiment enfin que leur mauvaise foi n'a pas été rapportée par les requérants.

Considérant que suite à la communication qui lui a été assurée d'une part du mémoire en défense et des pièces des parties défenderesses et d'autre part, des observations du Président de la CEC-CCIB, maître Charles BADOU, conseil des requérants a, par lettre n°01219/MCB/SC/13 en date du 08 juillet 2013, produit ses conclusions en réplique valant mémoire avec ses pièces complémentaires.

Considérant que par lettre n° 0402/13/FILTB/B12 du 11 juillet 2013, Maître Filbert BEHANZIN a saisi le Greffier en Chef de la Cour suprême aux fins d'une part, de s'assurer de ce que les observations produites au nom de ses clients, sont bien parvenues à la Cour et d'autre part, d'annoncer des observations complémentaires qu'il entendait transmettre à la Cour.

Considérant que par lettre n° 2115/GCS du 26 juillet 2013, le greffier en Chef de la Cour a donné suite à la correspondance ci-dessus citée de maître Filbert BEHANZIN.

Considérant que le Parquet général a, par correspondance n°0290/PG-CS en date du 17 juillet 2013, produit sous forme de conclusions, son avis sur les deux procédures qui lui ont été transmises en application des dispositions de l'article 839 alinéa 3 de la loi n°2008-07 du 28 février 2011 portant Code de procédures civile, commerciale, administrative, sociale et des comptes.

Mais considérant qu'au regard des observations versées au dossier par les parties en litige, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article 839 en son alinéa 5 afin du renvoi des deux affaires à l'audience pour y être statué en présence des parties.

Sur la jonction des deux procédures.

[Signature]

[Signature]

Considérant que les recours introduits à la Cour présentent à juger, les mêmes faits et concernent les mêmes parties ;

Qu'il convient, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, d'ordonner la jonction des procédures 2013-61/CA1 et 2013-62/CA1, pour qu'il soit statué en une seule et même décision.

Sur le désistement d'instance

Considérant que par correspondance n° 2013/155/CES-/P/DC/SA du 23 août 2013, versée aux dossiers, le Président du Conseil Economique et Social a saisi le Président de la Cour suprême pour lui notifier, que grâce à la facilitation conduite par son Institution, un consensus a été obtenu à l'issue de séances de concertation qui se sont déroulées avec les trois groupes protagonistes de la crise née à l'occasion des préparatifs de l'élection à la Chambre de Commerce et l'Industrie du Bénin.

Que cette correspondance est essentiellement ainsi qu'il suit libellée :

« J'ai l'honneur de vous faire tenir copie du compte rendu marquant le consensus obtenu, grâce à la facilitation conduite par le Conseil Economique et Social, à l'issue des séances de concertation qui se sont déroulées avec les trois groupes protagonistes de la crise née des préparatifs de l'élection à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin.

Assorti d'un chronogramme, ce consensus a fait l'objet, le lundi 05 août 2013 au Conseil Economique et Social, d'une séance d'harmonisation des points de vue que j'ai présidée et à



laquelle, ont pris part non seulement les représentants des trois groupes protagonistes mais aussi et surtout les membres de la Coordination Nationale de la Commission Electorale Consulaire.

L'ambiance et les conclusions auxquelles ont abouti ces séances de travail m'offrent l'occasion de dire qu'une révolution s'est produite au niveau de tous les acteurs de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin, ce qui laisse aujourd'hui augurer d'opérations électorales consulaires qui devraient pouvoir être conduites à terme conformément au chronogramme établi et admis par tous.

Je saisis la présente opportunité pour vous faire également tenir copie de la correspondance, marquant leur adhésion totale aux conclusions de cette facilitation, représentant respectivement l'ANECA et le GECIB qui sont les Groupements et Associations Professionnels ayant introduit un recours au niveau de la Cour Suprême. ».

Que par une lettre n° 021/CGAP/BEN/13 en date du 21 août 2013, les sieurs Bernard NADJO et SOGBOSSI Serge, représentant les Groupements et Associations professionnels GECIB et ANECA requérants en la présente cause, ont exprimé leur adhésion aux conclusions du consensus obtenu à l'issue de la facilitation conduite par le Président du Conseil Economique et Social, Président du comité de veille pour les Elections consulaires.

Considérant que les requérants ont confirmé à l'audience de ce jour par l'organe de leur Conseil, le contenu de leur correspondance.

Que ce dernier a en outre versé au dossier, la copie de deux correspondances au nom des requérants, par lesquelles,

[Signature]

[Signature]

ils expriment respectivement à la Cour, leur décision de se désister de l'instance en cours.

Qu'il y a lieu de leur donner acte de leur désistement d'instance.

Par ces motifs,

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est ordonné la jonction des procédures n°2013-61/CA et 2013-62/CA pour y être statué en une seule et même décision.

Article 2 : Il est donné acte aux requérants de leur désistement d'instance.

Article 3 : Les dépens sont mis à la charge des requérants.

Article 4 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre Administrative) composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI

ET

Victor D. ADOSSOU

} CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi douze septembre deux mille treize, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO, Avocat Général,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

Greffier ;

Et ont signé

Le Président,

Le Rapporteur,



Grégoire ALAYE



Victor D. ADOSSOU

Le Greffier,



Hortense LOGOSSOU-MAHMA